

ENQUÊTE

Les vautours du 13 novembre

Avocats aux pratiques non conformes à la déontologie, psys aux méthodes douteuses ou non homologuées, les attaques de novembre ont réveillé des margoulines : les suiveurs d'ambulance.

ANNE JOUAN

PSYCHOLOGUES AUX MÉTHODES DOUTEUSES, MOUVEMENTS SECTAIRES, AVOCATS AUX PRATIQUES NON CONFORMES À LA DÉONTOLOGIE ET UNIQUEMENT INTÉRESSÉS PAR L'APPÂT DU GAIN : LES ATTAQUES TERRORISTES DE NOVEMBRE 2015 ONT RÉVEILLÉ LES MARGOULINS. DES VICTIMES RACONTENT CE BUSINESS DE LA HONTE.

La Terreur. C'est à cette noire période de la Révolution française qu'est confronté Tellmarch, le mendiant, dans le roman *Quatrevingt-treize*. À l'intérieur d'une mesure en feu, il découvre des corps gisants, tous sont des cadavres, tous sont criblés de balles, tous sont allongés dans une mare de sang. Et Hugo écrit : « Il y a quelque chose de plus poignant à voir brûler qu'un palais, c'est une chaumière. Une chaumière en feu est lamentable. La dévastation s'abattant sur la misère, le vautour s'acharnant sur le ver de terre, il y a là on ne sait quel contresens qui serre le cœur. » Le 13 novembre 2015 n'échappe pas au feu de la chaumière ni à ses vautours : avocats peu scrupuleux, psys aux méthodes douteuses, arnaqueurs ou simples mythomanes.

La directrice de Paris Aide aux victimes (PAV), Carole Damiani, résume : « Les attentats ont fait 130 morts et avec les familles, les proches, plus de 2 000 victimes. » Et certains, notamment les avocats, considérant que c'est un gâteau à partager, veulent s'en payer une belle part. Alors qu'en France le démarchage physique est interdit pour cette profession et qu'ils n'y étaient pas invités par des familles, des hommes de loi n'ont pas hésité à se rendre dans les hôpitaux

parisiens où séjournèrent les blessés des attentats. Ni à pousser les portes des chambres pour proposer leurs services. Le panneau d'affichage d'un hôpital a même accueilli les offres de services de conseils. Ulcérés, des rescapés ont pris des photos de la publicité litigieuse. « L'Assistance publique n'a pas à offrir ses panneaux à des sociétés privées », observe Françoise Rudetzki, membre du Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme. Un psychologue raconte : «Le procédé du porte-à-porte dans un établissement de soins n'est, hélas, pas nouveau. Les centres de rééducation des grands traumatisés d'accident de la route comme Garches par exemple sont connus des avocats. Certains y passent leur temps pour drainer des clients. » Aux États-Unis, on les appelle les « suiveurs d'ambulance ».

Un ancien ministre écrit à une famille

Après Charlie en janvier, certaines familles des dessinateurs massacrés ont vu leur téléphone sonner sans relâche : des avocats les appelaient pour leur proposer leur « aide ». Un ancien ministre aujourd'hui avocat a même pris la plume pour contacter une famille endeuillée le 13 novembre.

Anna, appelons-la ainsi, était au Bataclan avec son mari. Tous les deux s'en sont sortis, avec juste une égratignure pour elle. Mais Anna a vu le visage des terroristes, elle les a vus tirer sur ses compagnons de concert, elle a ensuite vu ces derniers cloués au sol, une balle dans la tête, les yeux grand ouverts. Elle consulte alors une psychologue spécialisée dans la prise en charge post-attentat. Quand, dans la conversation, est abordé le sujet du fonds de garantie, la psy glisse les coordonnées d'une avocate spécialisée en dommages corporels. Un mélange des genres que le Conseil de l'ordre réproouve mais les psychologues n'étant pas médecins, il n'existe pas vraiment de réglementation pour eux. Contactée par Le Figaro, la psychologue assure avoir voulu bien faire et justifie sa démarche : «C'était dans l'intérêt des patients, sachant qu'avec ces attentats, nous ne sommes pas du tout dans un contexte habituel. Je leur donne toujours les coordonnées de personnes très compétentes dans le but de les protéger. Le fonds de garantie est surchargé et il faut être accompagné. Par ailleurs, lorsque l'on traite seul avec le fonds, on est expertisé par ses médecins. Si l'on ne choisit pas son propre avocat, on est moins bien indemnisé. C'est pourquoi je pousse toujours à prendre un conseil. Il ne faut rien signer, documents pour la Sécurité sociale ou la mutuelle, qui n'ait été relu au préalable. » Georges Salines acquiesce. Il est président de l'association « 13 novembre : fraternité et vérité », il a perdu sa fille Lola âgée de 28 ans au Bataclan. « Nous demandons une liste des

avocats spécialisés dans ces affaires de terrorisme et de dommages sinon certaines familles vont se faire avoir. Il est clair qu'il peut y avoir un effet d'aubaine », explique-t-il. Une survivante du concert des Eagles of Death Metal confie qu'une avocate lui a demandé 1 000 euros pour des simples « démarches administratives ». L'honnêteté existe aussi. Ainsi cette mère à propos d'un grand avocat parisien : « Nous en avons vu plusieurs et il est le seul à nous avoir dit que les victimes du terrorisme ont droit, en tant que parties civiles, à l'aide juridictionnelle sans plafond de ressources. » Avec les lieux visés, les attaques de novembre ont mis en avant une sociologie particulière des victimes : des jeunes gens, souvent cultivés et qui ont fait des études. Donc des amis du même acabit. Comme ce pénaliste réputé qui défend gratuitement un copain dont la femme est morte au Bataclan.

« Bouger les yeux pour guérir l'esprit »

Le phénomène avait été observé lors du tsunami de 2004 qui avait causé plus de 200 000 morts dans l'océan Indien. Des mouvements sectaires ou religieux se pressaient à côté des victimes pour proposer un secours spirituel, profitant de leur désarroi. Le 27 novembre, jour de l'hommage national aux Invalides, des évangélistes distribuaient leurs tracts promettant la lumière et le réconfort de Dieu, à la sortie de la cérémonie. Lors du tsunami, les membres de la Scientologie n'avaient pas hésité à revêtir des gilets semblables à ceux des sauveteurs. « La Scientologie et les Témoins de Jéhovah utilisent toujours ces moments pénibles pour recruter des adeptes, sous prétexte de porter secours », rapporte Serge Blisko, président de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes). Selon lui, « des psychothérapeutes non agréés ou non diplômés ont profité du grand nombre de personnes touchées pour tenter des prises en charge et essayer de se faire une clientèle. Ils prenaient des victimes à la place des cellules d'urgence du XI^e arrondissement et de l'École militaire. Nous avons eu beaucoup de signalements et nous avons donc mis en garde les familles. Nous avons alerté le ministère de la Santé ». Comme cette technique psychothérapeutique très controversée, dite EMDR et venue des États-Unis, consistant « à bouger les yeux pour guérir l'esprit ». Paris Aide aux victimes a elle aussi relevé la présence de « psys aux techniques bidons » démarchant dans les arrondissements touchés, les Xe et XI^e. La prise en charge psychologique non seulement des survivants mais de tous ceux qui se sont rendus sur place le 13 novembre au soir suscite des convoitises.

Parmi les nombreux groupes entourant les victimes, une association créée aux lendemains

des attentats intrigue les rescapés, c'est Génération Bataclan. Son but ? Ériger un monument aux morts du 13 novembre « car si on laisse faire l'État, on n'aura qu'une plaque avec des fautes d'orthographe », explique Olivier Legrand, son président, qui n'était pas au concert ce soir-là. Mais son initiative se heurte au scepticisme : comment construire une statue quand toutes les victimes ne se retrouvent pas dans ce projet ? Et les déclarations de son président laissent perplexe. Contacté une première fois par Le Figaro, il affirme que parmi les « fondateurs » se trouve un « proche » de Charlie Hebdo. Mais renseignement pris, c'est... faux. L'intéressé qui a servi de prête-nom sans le savoir s'énerve : « Je ne veux plus jamais que ce type prononce mon nom jusqu'à la fin de ses jours. » Puis le président raconte avoir récupéré 20 000 euros. Or quand on le rappelle pour lui demander des précisions sur la façon dont sont récoltés les fonds, la somme descend subitement à... 1 375 euros. Par écrit, plus tard, il justifie ses chiffres à géométrie variable : « J'ai évoqué 20 000 euros hier pour ne pas que la somme de 1 375 euros fasse ridicule aux yeux de vos lecteurs. » Au père d'une victime, il sert un autre argument : « Si l'on dit que l'on n'a pas beaucoup d'argent, les gens ne voudront pas donner. »

De fait, les services de Bercy ont constaté l'existence de plusieurs cagnottes pour aider les victimes de novembre. Mais il est parfois très difficile d'en cerner les véritables bénéficiaires. Le gouvernement a d'ailleurs fait voter, dans le cadre de la loi de finances rectificative fin 2015, un amendement pour mieux encadrer ces dons. Jusqu'à présent, quand un particulier donnait de l'argent, la taxation s'élevait à 65 % en l'absence de lien de parenté. Avec cet amendement, les dons pour les attentats sont désormais exonérés. Pour l'État, c'est une façon de dire que donner aux victimes via une association d'intérêt général permet de bénéficier du régime du mécénat. Et donc d'encourager les dons faits à ce type de structures plutôt qu'aux cagnottes de particuliers en ligne. « Il est en effet un peu téméraire de donner sur Internet à des cagnottes. C'est au risque et péril de celui qui donne », confie un agent de Bercy.

Les vautours du 13 novembre, ce sont aussi parfois les médias. La famille de Stéphane se souviendra longtemps de la dizaine de photographes plantés à la sortie de cathédrale pour les obsèques de son fils de 23 ans tombé au Bataclan. « Alors, ça va ? Vous souffrez ? Ça se passe comment ? », a-t-il entendu. « Ce n'est pas une cérémonie privée. C'est un deuil national, donc votre fils est une personnalité publique », rétorque-t-on à sa demande d'intimité. Tout juste la famille réussit-elle à éloigner les flashes pour se rendre seule au cimetière. Joseph a perdu sa femme, lui aussi au Bataclan, elle est morte dans ses bras. Elle avait 46 ans et deux enfants. Quand ses nièces postent sur Internet des appels à témoin, elles sont contactées par TF1, al-

Jazeera et Balkan TV pour suivre la famille dans ses recherches. Puis, quand Joseph retrouve finalement le corps à l'Institut médico-légal, rebelote, cette fois pour assister à l'enterrement. Il ne parvient à éconduire les demandes qu'avec des insultes. Avec sa femme, il avait créé une entreprise de croisières privées sur la Seine. La vedette italienne en acajou porte son prénom.

Le Figaro - lundi 8 février 2016